



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°7 – du 10 au 16 février 2023

En bref

- Le régulateur des marchés financiers britannique (FCA) enquête sur Barclays pour des défaillances présumées dans ses systèmes de conformité et de lutte contre le blanchiment d'argent.
- La FCA fait l'objet d'une action en justice de la part d'un groupe de défense de l'environnement en raison de carences alléguées dans le processus d'approbation de documents de cotation de l'entreprise énergétique Ithaca Energy.
- Selon J. Haskel, membre externe du comité de politique monétaire de la BoE, le [Brexit](#) a réduit de 29Md£ le volume d'investissement (1,3 pt de PIB) des entreprises au RU et exacerbé le ralentissement de la productivité britannique. Ce manque à gagner pourrait représenter 2,8 pts de PIB en 2026.
- Un million supplémentaire de Britanniques devront s'acquitter de l'impôt sur les revenus du capital en 2023 selon [Steve Weber](#), ancien Ministre des retraites. Le montant de l'abattement de 1000 £ n'a pas été indexé depuis son introduction en 2016.
- 74% des autorités locales britanniques augmenteront la taxe locale (*council tax*) de 5% soit la revalorisation maximale permise par l'Etat. La hausse de cette taxe similaire à la taxe d'habitation représente une dépense supplémentaire de 100 £ pour un foyer disposant d'un bien immobilier dont la valeur est moyenne.
- En 2022, selon l'[ONS](#), le Royaume-Uni a enregistré le plus grand nombre de jours ouvrables perdus (2 473 000) depuis 1989, en raison des conflits sociaux.
- Le premier ministre britannique annonce une deuxième édition du *Global Investment Summit* en octobre prochain.

🗨️ **Fait marquant : Le gouvernement britannique lance une consultation pour encadrer les services de paiements échelonnés.**

Ces pratiques, pouvant être assimilées à des prêts à la consommation à court terme, ont fortement augmenté au Royaume-Uni, notamment avec l'accroissement des achats en ligne durant la pandémie et la crise du pouvoir d'achat. La taille du secteur a ainsi quadruplé depuis 2020 pour atteindre 2,7Mds£ en 2022. Un rapport récent des experts en finances personnelles de NerdWallet a révélé que qu'un consommateur britannique sur six (15 %) aurait actuellement recours à des services financiers de type "Buy Now, Pay Later" (BNPL).

Le cœur du nouveau cadre imaginé par le gouvernement repose sur la modification de l'exemption à l'article 60F de la *Financial Services and Market Act* de 2000 (FSMA). Les entreprises offrant des services BNPL, fournissant des prêts à intérêts nuls et s'étalant sur une durée inférieure à 12 mois, pouvaient utiliser cette exemption et ne pas rentrer dans le cadre de la régulation de la FSMA. Si la consultation suit son cours, cette flexibilité sera désormais fermée pour ce type de services.

Le gouvernement a également décidé d'accroître les pouvoirs de l'autorité des marchés pour réguler le secteur. Si ce cadre est adopté tel quel, l'autorité devra autoriser les entreprises souhaitant fournir ce genre de services et pourra aller jusqu'à l'interdiction d'une entreprise enfreignant les règles. De plus, un cadre temporaire permettra aux entreprises basculant dans ce nouveau cadre réglementaire de ne pas avoir à obtenir une autorisation complète directement.

Actualité macro-économique

Le net ralentissement de l'inflation (IPC) de janvier à 10,1% sur douze mois, après 10,5% en décembre, s'explique par la baisse des prix énergétiques – L'inflation comme l'inflation sous-jacente poursuivent leur décline après avoir atteint en octobre un pic de 11,1% et 6,5% respectivement. La baisse de l'inflation de janvier s'explique par une forte contribution négative du secteur des transports (carburants) de 0,50 pt et dans une moindre mesure de l'hôtellerie-restauration de 0,09pt.

Le nombre de chômeurs augmente dans une moindre proportion (+45 000) par rapport à la baisse de l'inactivité (-113 000) au dernier trimestre 2022 – Selon l'[ONS](#), le taux de chômage augmente de 0,1pt entre le T3-22 et le T4-22 pour s'élever à 3,7%, les 16-24 ans constituant la seule catégorie d'âge où le nombre de chômeurs augmente significativement. Le taux d'inactivité enregistre une nette baisse entre le troisième et le quatrième trimestre 2022, pour atteindre 21,4% après 21,6%, principalement en raison d'un retour des étudiants sur le marché du travail. Les salaires hors primes continuent d'augmenter de plus en plus rapidement, pour croître de 6,7% entre le dernier trimestre 2021 et le dernier trimestre 2022, après 5,8%. Cette accélération s'explique notamment par une hausse du taux de croissance des salaires dans le secteur public, de 4,2% au T4 contre 2,2% au T3.

Actualité commerce & investissement

La Trade Remedy Authority (TRA), en charge de la défense commerciale post-Brexit, élargit le champ de révision du régime d'exceptions vis-à-vis des pays en développement – A la suite d'une demande de l'industrie sidérurgique britannique, la TRA a annoncé exercer un examen complet du régime sur l'ensemble des catégories d'acier. Pour mémoire, les importations en provenance des pays en développement bénéficient d'exceptions à ces contingents tarifaires si les marchandises importées représentent moins de 3 % des importations totales britanniques de ce produit et si, au total, ces exportateurs à faible volume ne représentent pas plus de 9 % des importations totales de ce produit. Les entreprises potentiellement affectées par la révision peuvent soumettre [leurs avis](#) avant le 27 février 2023

Kemi Badenoch effectue sa première visite officielle au Mexique – Durant cette visite la ministre a rencontré son homologue Raquel Buenrostro où elles ont échangé sur l'adhésion britannique à l'accord transpacifique CPTPP, dont le Mexique est membre, et la renégociation de l'accord bilatéral de libre-échange, hérité de l'UE. Elle a également rencontré le ministre des finances mexicain Rogelio Ramirez et certains acteurs financiers pour discuter des opportunités des négociations en cours pour stimuler les exportations de services britanniques. Pour rappel, les deux pays

avaient annoncé en mai dernier le lancement de cette renégociation dans l'objectif de conclure les pourparlers d'ici la fin 2023. A noter que les règles d'origine prévoyant le cumul (des intrants originaires de l'UE considérés comme provenant du Royaume-Uni) sont provisoires pour une durée de trois ans après l'entrée en vigueur de l'accord, c'est-à-dire jusqu'à fin 2023.

Selon les derniers chiffres de l'Office for National Statistics, le déficit commercial britannique se creuse atteignant 108Md£ – A l'instar de nombreux pays européens, la dégradation du déficit commercial est principalement justifiée par la facture énergétique. Bien que les exportations britanniques vers le marché unique se soit élevées à 19,5Md£ en 2022 (+25,3%), les exportations britanniques vers des pays non-UE ont cru davantage (+31,5%) pour atteindre près de 22,1Md£. Par ailleurs, les importations depuis le reste du monde demeurent plus élevées que les importations depuis le marché unique pour la deuxième année consécutive (33,4Md£ pour les pays hors-UE contre 31,2Md£ pour les importations depuis l'UE). En volume, les exportations britanniques vers l'UE en 2022 sont en hausse de 6% (au total, 15,8Md£) par rapport à l'année précédente mais restent toutefois inférieures au niveau pré-Brexit de -7%. A l'inverse, les importations britanniques depuis l'UE se sont rétablies atteignant 27,5Md£ contre 27Md£ en 2019. A noter que la tendance est similaire pour les échanges britanniques avec le reste du monde avec d'un côté une augmentation de 7,1% des importations et un déclin de 9,5% des exportations par rapport à 2019.

Actualité financière

1. Réglementation financière et Marchés

La FCA a publié un [document de discussion](#) concernant la gouvernance au sein des entreprises financières pour promouvoir et accompagner le développement durable de l'économie – Cette initiative a pour but de promouvoir un dialogue sur la gouvernance, les incitations et les compétences des entreprises financières en matière de durabilité. La FCA se soucie de la manière dont l'orientation, la stratégie et la gouvernance des entreprises peuvent promouvoir un « changement positif ». La FCA considère que les investisseurs peuvent avoir un impact non négligeable sur les entreprises financées. Elle examine également la formation et les compétences des employés au sein de ces entreprises et leur rôle dans ce développement. Une analyse de la FCA ainsi que des articles de recherche sont joints au document afin d'aider les entreprises à réfléchir sur leurs pratiques et d'encourager ce changement, sans affecter leurs obligations réglementaires. La date limite pour les réponses au document est le 10 mai 2023.

Selon une [étude](#) de Thomson Reuters *Regulatory Intelligence*, les amendes à l'encontre des entreprises du FTSE 100 ont quadruplé en 2022 par rapport à 2021 – Ainsi, les entreprises de l'indice FTSE 100 se sont vues infliger 1,6Mds£ d'amendes durant l'exercice financier 2021/2022, contre seulement 354M£ en 2020/2021, et 192M£ durant l'année 2019/2020. Les entreprises travaillant dans le secteur des ressources

naturelles et de l'énergie ont reçu la majeure partie (69 %) de toutes les amendes l'année dernière, pour un montant de 1,1Mds£ tandis que celles opérant dans le secteur financier ont reçu 354M£ d'amendes.

2. Banques et assurances

La Banque d'Angleterre (BoE) a publié un [document de réponse](#) à la consultation sur la feuille de route pour le *Real-Time Gross Settlement (RTGS)* au-delà de 2024 – Pour rappel, la consultation présentait la mise à jour du service de règlement. Selon celle-ci, en plus d'être résilient, le futur service serait conçu pour être modulaire et flexible, ce qui permettra à la BoE d'introduire des améliorations plus rapidement et plus facilement pour répondre aux besoins changeants de l'industrie financière. Selon le document de réponse, l'industrie accueille très favorablement les nouvelles caractéristiques. En outre, les répondants ont souligné la nécessité pour la BoE de continuer à travailler en collaboration avec le secteur afin de créer des propositions détaillées pour améliorer le RTGS. La BoE a répondu en annonçant le lancement d'une phase de co-création avec le secteur via la mise en place de forums. Elle prévoit d'engager cette discussion au deuxième trimestre de 2023.

Selon des sources du [FT](#), le Trésor britannique chercherait à accélérer la mise en place de la réforme de *Solvency 2* – Cette réforme entend débloquer près de 100Mds£ dans le bilan des entreprises d'assurance en les redirigeant dans des projets d'investissements dans les infrastructures nationales en modifiant les règles de valorisation, de reporting et prudentielles liées à ces actifs. Une piste évoquée pour cette accélération serait de mettre en place

la réforme en deux phases: la première modifiant ces règles et la seconde diminuant la charge de reporting actuelle. Cela permettrait de lancer la première phase, plus structurelle, plus rapidement. Cependant, l'autorité technique prudentielle britannique (PRA) est opposée à la réforme telle que proposée actuellement, arguant de l'accroissement du risque qu'elle pourrait générer.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs : Quentin Bon, Sophia Milliaud et Carole Lebreton

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner :

londres@dgtresor.gouv.fr